

FORMATION

Étudiants et personnes accompagnées

Une autre rencontre

La participation des personnes accueillies et accompagnées dans la formation initiale constitue un des axes du plan d'action en faveur du travail social et du développement social, adopté en octobre 2015. Plusieurs centres de formation ont intégré à leurs programmes des modules de participation.

« **R**ENCONTRER l'autre autrement, non pas en fonction de son statut, ni du dispositif qui l'accompagne, mais de sa personne. » Emilie Faudot, éducatrice spécialisée en troisième année à l'Institut supérieur social de Mulhouse (ISSM), a découvert cette « authenticité » lors de sa participation au module de théâtre législatif proposé par son école, créé en 2015 sous l'impulsion de l'association Appuis. « J'ai travaillé la question de la dynamique de la participation au Québec avec Luc Gaudet (ndlr : directeur artistique de l'association Mise en jeu) qui pratiquait

le théâtre législatif, je l'ai donc proposé à l'ISSM avec l'idée de créer des passerelles entre les structures et la formation », explique Manuela Ngnafeu, directrice du pôle insertion de l'association mulhousienne. Le théâtre législatif est un outil de démocratie participative qui reprend les codes du théâtre forum en y ajoutant une dimension politique : lors des représentations de fin d'année, élus et représentants locaux de l'action sociale sont conviés dans le public. « La première étape a consisté à convaincre les professionnels de la légitimité du projet pour les personnes que nous accompagnons, et cela n'a pas été facile du

tout, se souvient Manuela Ngnafeu. Je comprends leurs freins car ils ont tous été formés à une clinique de l'intervention individuelle, or le théâtre législatif s'inscrit dans une vision holistique du changement et une non-hiérarchisation des savoirs. Il s'agit de faire bouger les lignes sur la question des places de chacun et de se découvrir autrement. Du coup, seuls trois professionnels sur trente se sont portés volontaires pour participer à la première édition. »

En 2015, Luc Gaudet accompagne l'ISSM et l'association à mettre en place ce module d'une soixantaine d'heures dans l'année. Il commence par une présentation de l'action, la définition des thèmes puis un travail de préparation des scènes jusqu'aux trois représentations en juin. Cette année, le logement d'abord, les modes de garde pour les familles monoparentales et le harcèlement cybernétique feront l'objet d'un travail scénique par quarante étudiants en deuxième année d'éducation spécialisée, des personnes accompagnées et des professionnels. « Les étudiants visitent des structures, rencontrent

des professionnels, réunissent des informations avec les personnes accompagnées avant de travailler la mise en scène avec elles, explique Caroline Burgy, responsable de formation à l'ISSM. Jusqu'aux trois soirées de théâtre, cela leur demande un gros engagement, ils mobilisent beaucoup de ressources, dans une dimension très collective, aux côtés des personnes accompagnées et dans une autre posture que celle du soutien ou de l'accompagnement. »

Changer le regard

« Au départ, les experts, c'étaient les personnes accompagnées. Elles nous ont raconté leur vie, ce qui ensuite a nourri le thème, raconte Emilie Faudot. J'ai compris que le regard qu'on porte sur l'autre change la manière dont on va travailler, que ce n'est pas une personne qui détient la vérité plus que l'autre, que la parole a plus de poids quand elle est portée par celui qui vit les choses. » Le théâtre législatif, comme instrument de participation, présente selon Manuela





Utilisation interactive de l'outil de « l'arbre des causes » lors d'une séance sur le non-recours aux droits auprès de travailleurs sociaux d'une association d'insertion.

Ngnafeu de multiples vertus. « La transformation sur les personnes accompagnées est visible rapidement : des femmes en situation de précarité se remettent au travail et plus généralement les personnes développent des réseaux car des liens se créent et perdurent. Les étudiants, au début, peuvent être un peu bousculés, par exemple quand les personnes s'agacent de les voir consulter souvent leurs portables. Mais la posture du travailleur social commence là : être avec les gens, complètement avec eux et pas entre deux SMS ! Il peut donc y avoir des clashes, mais ce n'est pas grave. La participation dans les écoles est fondamentale pour que chaque étudiant sache qu'il est un agent de la transformation sociale, avec l'idée que tout changement est avant tout politique. Et c'est très peu abordé dans les formations. »

Autre module, autre lieu : à l'Institut régional de travail social (IRTS) Normandie-Caen, les éducateurs et éducateurs techniques spécialisés en deuxième année expérimentent le développement social local (DSL). Ce module de formation-action est proposé sur une cinquantaine d'heures à une demi-douzaine de groupes d'étudiants, dans le champ de la santé mentale, de l'hébergement d'urgence ou encore de l'asile. Les étudiants Augustin Crocis et Julie Sorin

ont ainsi co-construit une action avec des personnes hébergées dans un Centre d'accueil et d'orientation (CAO), via le Café sauvage, un café associatif mobile proposant des ateliers cuisine.

L'approche socio-culturelle

Après plusieurs rencontres, les liens créés avec les demandeurs d'asile ont permis aux étudiants de repérer des problématiques d'ennui pendant la journée et de mauvaise connaissance du territoire. D'où l'idée, outre les ateliers cuisine, de monter une semaine de découvertes et de plaisirs partagés au mois de mai : patinoire, vélo, balade dans un grand parc, jeux, partage d'un repas confectionné par les personnes exilées pour le personnel et les étudiants. « Cela s'est terminé par une grande fête ouverte à tous, avec 80 personnes du CAO, des professionnels, des étudiants et des enseignants », raconte Augustin Crocis.

« La rencontre n'est pas du tout là même qu'en stage, où il faut respecter un cadre de travail, décrit Julie Sorin. La question de la distance qu'on nous rabâche en permanence ne s'est pas posée, les échanges étaient mutuels, ils parlaient d'eux, on parlait de nous. » Sté-

phane Boiteux, étudiant de l'IRTS, a organisé une intervention socio-culturelle dans un quartier populaire, où son groupe était chargé d'organiser une fête de quartier au mois de juillet. Les habitants étaient venus se présenter à l'IRTS, l'action a été construite avec eux et les partenaires, dont la Caisse d'allocations familiales (CAF) et le centre socio-éducatif. Un travail de recueil des souhaits des habitants, de dialogue et de co-construction. « J'ai adhéré à un projet plutôt qu'à une structure, décrit-il. Cela m'a permis de connaître de nombreuses instances du territoire et d'aller vraiment au contact des personnes. »

Le travail social, un engagement

« Nous accompagnons les étudiants en amont, pour le repérage, le lien avec les territoires, la présentation de l'action, puis en faisant de la régulation ou de la remobilisation si nécessaire, précise Gracia Batista, formatrice à l'IRTS. La validation s'effectue en juin, par une présentation de l'action menée. Son objectif est aussi pour les étudiants d'expérimenter la solidarité dans le cadre de l'engagement. » Un module légitime et intéressant, estime Marie-Thérèse Savigny, formatrice, dans un contexte social difficile pour les populations précaires et une « politique de désinstitutionnalisation qui conduit certaines personnes à être plus isolées et à se replier sur elles-mêmes. Il faut donner la possibilité aux étudiants d'ouvrir des espaces de rencontre, cela marche et nourrit leur volonté de s'engager. »

Sous l'égide de l'Unaforis, un guide de la participation des personnes accompagnées dans les formations doit être présenté en juin « pour permettre aux centres de formation d'être sensibilisés, précise Diane

Bossière, déléguée générale de l'Unaforis. Nous espérons également pouvoir proposer de la formation aux formateurs dans le réseau en 2019. » Car cette participation ne s'improvise pas, elle se construit pas à pas, comme l'a montré le Centre régional de formation Erasme à Toulouse. Depuis trois ans, des étudiants en formation d'éducateur spécialisé, des personnes accompagnées, des travailleurs sociaux et des formateurs préparent chaque année des journées d'étude sur un thème. Une expérience très riche pour tous qui a permis aux étudiants et aux personnes accompagnées de gagner, chacun à leur niveau, en expertise. Car si la participation permet d'accéder au « savoir mutualisé », elle donne aussi la possibilité aux personnes accompagnées de sortir du « je », c'est-à-dire du simple témoignage individuel, pour porter une parole collective.

Aujourd'hui, le Centre Erasme est très engagé sur la mutualisation des formes possibles de participation, en France et en Europe. « Il ne faut pas réduire la participation à une seule modalité, estime Philippe Lebailly, directeur pédagogique à Erasme. Il existe une diversité de coopérations possibles, chacune avec des visées particulières et il serait dommage de se limiter. » Une des modalités qui lui paraît aujourd'hui « évidente », mais qui reste pour l'instant inédite, est la participation des personnes accompagnées dans les instances institutionnelles ou pédagogiques des centres de formation. « À l'institut, le renouvellement de nos conseils de perfectionnement va permettre à la rentrée prochaine l'implication de quatre à cinq personnes accompagnées, pour qu'elles participent à la cohérence du contenu des formations », termine Philippe Lebailly.

Lætitia Noviello

Recherche intégrée

Des « usagers » dans la formation initiale

Claire Heijboer, formatrice et chercheuse au Campus des métiers du social BUC Ressources, a mené en 2016 une « recherche usagère coopérative » avec ce qu'elle nomme des « usagers », c'est-à-dire des « usagers, acteurs, experts et citoyens », dans le cadre de sa thèse de doctorat en sciences de l'éducation. Une quinzaine de personnes accompagnées par l'Œuvre Falret, association spécialisée

dans le champ du handicap psychique et des difficultés psycho-sociales, ont participé pendant deux ans à ce projet dans lequel elles ont rencontré des professionnels de l'accompagnement, des formateurs et des cadres volontaires. Le but ? Faire dialoguer « expertise d'usage et expertises professionnelles et scientifiques », pour produire un autre type de savoirs mutualisés. Cette recherche a abouti à la produc-

tion d'un référentiel de compétences de l'utilisateur, présenté aux étudiants sous la forme de conférences. « Aujourd'hui, les usagers sont devenus une nouvelle force instituante de la production de l'institution », décrit Claire Heijboer. Aujourd'hui, six « usagers » participent pleinement, en tant que chercheurs, intervenants et conférenciers, au contenu de la formation au sein du Campus de BUC Ressources.